

CLIVAGE

Un référendum sur la sortie

Sur l'épineuse question de la sortie du nucléaire, comment la démocratie peut-elle s'exercer au mieux ? Faut-il un référendum ? Indispensable, selon Corinne Morel Darleux. Erreur tactique, estime Denis Baupin.



Corinne Morel Darleux

Secrétaire nationale à l'écologie du Parti de gauche, conseillère régionale Rhône-Alpes, membre du conseil national de campagne du Front de gauche.

« Ce qu'il faut avant tout, c'est un débat sérieux sur la transition énergétique, pour économiser l'énergie et développer les renouvelables, seule voie permettant de planifier la sortie du nucléaire. Débat suivi d'un référendum, oui, pour plusieurs raisons. D'abord, on ne peut pas condamner l'absence de débat sur le choix du nucléaire, réclamer transparence et démocratie, y voir un sujet de société qui nous engage toutes et tous... et refuser de consulter le peuple sur cette question ! C'est exactement ce que nous dénonçons sur les gaz de schiste : que les citoyens aient été écartés de décisions prises en catimini par une oligarchie qui décide pour tous selon ses propres intérêts. Alors soyons cohérents. Pour le Front de gauche, qui appelle à une révolution citoyenne et à la souveraineté populaire, ce référendum a un vrai sens politique.

Certains redoutent que les Français soient conditionnés par des années de lobby nucléaire ? Mais, en 2005, alors que l'idéologie dominante menait propagande pour le « oui » avec le

soutien zélé des grands médias, cela n'a pas empêché les citoyens de s'emparer du débat et de dire « non » au TCE !

Faisons le pari de l'intelligence collective. Défendre la réappropriation citoyenne de la République, c'est donner à tous la possibilité de s'exprimer sur ce qui relève de l'intérêt général. La mobilisation ne se fera pas sur des décisions venues d'en haut. Et la révolution énergétique ne se fera pas sans implication citoyenne. Le référendum est l'outil d'une mise en mouvement du pays – usagers, travailleurs, chercheurs – par le débat collectif et argumenté.

Autre argument pour éviter la consultation populaire : le débat de la présidentielle serait suffisant, et le vote de 2012 ferait office de choix. Mais nous savons tous à quel point le débat est faussé en période électorale ! Et il n'engage le gouvernement que sur un mandat. Or, la transition ne se fera pas en cinq ans. Il nous faut des engagements sur le long terme, c'est tout le sens de la planification écologique du Front de gauche. Avec la VI^e République et une assemblée constituante, le référendum

permettra également d'inscrire l'énergie comme bien commun dans la Constitution et d'en garantir l'accès pour tous.

Enfin, nous ne sommes pas les seuls au Front de gauche à défendre cette option. L'appel d'Agir pour l'environnement pour un référendum sur le nucléaire a recueilli 26 000 signatures, dont celles de Corinne Lepage, Denis Baupin, Michèle Rivasi ou encore Philippe Meirieu. Et, en mai dernier, Eva Joly, Dany Cohn-Bendit, Nicolas Hulot et José Bové écrivaient dans *le Monde* : « *Un référendum, c'est la légitimité d'un débat citoyen qui permet de faire descendre la discussion dans les familles, les cafés, la rue – au lieu de laisser les experts ministériels et les lobbies dans un dialogue plus ou moins médiatisé. [...] Ce référendum doit figurer en priorité dans tout accord final. [...] Sur des sujets autrement plus*

graves et dangereux que l'identité nationale, il serait bon pour une fois de donner voix à l'expression souveraine et directe des électeurs. »

La situation n'a jamais été aussi propice. Les preuves du dérèglement climatique sont là. Après des années de militantisme de terrain, le drame de Fukushima et le combat contre les gaz de schiste ont achevé de rendre centrale la question de l'énergie. Les sondages indiquent 50 à 70 % d'opinions favorables à une sortie progressive du nucléaire. Des collectifs fleurissent partout sur le territoire.

Nous sommes en mesure d'animer ce débat, de faire de ce référendum une vaste campagne d'éducation populaire. Nous avons des arguments, des propositions alternatives comme celles de l'association Négawatt. Alors osons ! Place au peuple ! »



Denis Baupin

Maire-adjoint (EELV) de Paris chargé du Développement durable, de l'Environnement et du Plan climat.

« Je suis allé à Fukushima avec Eva Joly. J'y ai vu les conséquences dramatiques de la catastrophe : ce poison invisible qui s'insinue partout, dans l'air, l'eau, l'alimentation, les corps. J'y ai vu l'angoisse dans les yeux des parents, pour leurs enfants, leur capacité à les protéger en les éloignant de la zone dangereuse et en tentant de leur fournir une alimentation non contaminée. J'y ai vu l'incapacité des pouvoirs publics à gérer la situation,

incapables d'évacuer la population, autorisant à la vente des aliments 15 fois plus contaminés que ce qui était autorisé en Ukraine après Tchernobyl.

J'y ai vu ces dirigeants qui, une fois la catastrophe survenue, n'ont plus fait que de mauvais choix tant l'ampleur du défi est insurmontable. J'ai vu la défiance croissante de la population, des institutions déstabilisées, une société en proie au doute comme jamais. Sans oublier tout ce que nous n'avons pu voir, une zone grande comme

« Auteure de *L'Écologie, un combat pour l'émancipation*, éd. Bruno Leprince. Blog : www.lespetitspois.soutrouges.org

PIERRE KHALFA

Coprésident de la Fondation Copernic.

du nucléaire ?

Corinne Morel Darleux

Pas de révolution énergétique sans implication citoyenne. Le référendum est l'outil d'une mise en mouvement.

À chaque candidat de dire ce qu'il fera de l'énergie atomique, sans se retrancher derrière un référendum.

Denis Baupin

le Luxembourg morte, inaccessible, au milieu de laquelle réacteurs nucléaires et piscines hors contrôle continuent de cracher heure après heure leur poison, malgré les efforts des « liquidateurs » envoyés sur place.

Quand on a vu Fukushima, on n'a plus le droit de parler du nucléaire avec légèreté, comme le font trop de politiques français. Qu'ils aillent voir sur place. Alors seulement ils pourront dire en conscience s'il faut continuer de prendre de tels risques insensés ou si, comme nous le proposons, il faut décider au plus vite de sortir du nucléaire.

Au lendemain de la catastrophe, nombre d'entre nous ont interpellé le président Sarkozy pour qu'il organise en urgence un référendum. Puisque, de lui-même, il n'était pas prêt à tirer les conséquences, seul le vote du peuple français pouvait le lui imposer. Ce référendum n'ayant pas eu lieu, l'élection présidentielle sera donc l'occasion pour les citoyens de se prononcer.

Il revient à chaque candidat de dire quelle politique énergétique

il mènera et notamment ce qu'il fera de l'énergie atomique, pas de se retrancher derrière un référendum. Quand l'électeur va voter, il veut le faire en connaissance de cause : sur les retraites, les institutions, la fiscalité. Mais aussi sur le nucléaire. Imagine-t-on un candidat qui, par habileté, de peur de perdre une partie de ses soutiens, dirait sur chaque sujet qu'il se contente d'organiser un référendum ? On vient de célébrer le 30^e anniversaire de l'abolition de la peine de mort : heureusement que le candidat Mitterrand a osé ne pas renvoyer la question à un référendum.

Savoir si on continue à prendre le risque inouï du nucléaire, si on lègue à nos enfants des installations indémontables, des millions de tonnes de déchets radioactifs, voire des territoires sacrifiés pour des générations, est un choix qui ne supporte ni la légèreté ni l'habileté.

On n'a plus le droit de se défausser. Si un candidat n'est pas prêt à s'engager sur cette question majeure, à quoi bon être candidat ? <

* Cette journée d'étude se tiendra le samedi 19 novembre, de 9 h 30 à 17 h, à l'Ageca, 177, rue de Charonne, Paris XI^e. Voir le programme précis sur www.fondation-copernic.org

Démondialisation, trois débats nécessaires

La Fondation Copernic et Attac organisent le 19 novembre une journée d'étude* sur le thème « Démondialisation/altermondialisation ».

Sur fond de crise systémique

du capitalisme néolibéral, le thème de la démondialisation a fait son apparition dans le débat public. Cette notion suscite la controverse. Il ne s'agit pas ici de faire référence aux partisans de l'ordre établi qui, assez logiquement, condamnent

quel processus est à la racine du néolibéralisme ? C'est la dynamique du capitalisme actionnarial, dont le moteur est « la création de valeur pour l'actionnaire », qui pousse les entreprises à délocaliser, à réduire la part salariale et à fragmenter les processus productifs. La mise

en œuvre de mesures protectionnistes aux frontières, au-delà même de la discussion sur leur efficacité, est-elle à même de contrer cela ou faut-il s'attaquer à la logique même

Ne faut-il pas s'attaquer à la logique même du capitalisme actionnarial ?

une démondialisation vue comme une démarche visant à sortir du cadre néolibéral. Les mêmes, d'ailleurs, emploient des arguments similaires à l'encontre du mouvement altermondialiste. Il s'agit du débat qui s'est instauré dans la « gauche de transformation sociale » et dans les mouvements sociaux.

du capitalisme actionnarial ? Il s'agit donc d'un débat sur les objectifs du combat à mener.

Le deuxième débat est dans le prolongement du précédent. Pour un certain nombre de ses partisans, la démondialisation revient à faire de l'État-nation le seul cadre de démocratie possible. Il s'agit pour eux de protéger cet espace national contre d'autres pays jugés trop compétitifs, la Chine, mais aussi l'Allemagne, par exemple. Peut-on ainsi laisser de côté le rôle du capitalisme français dans la mondialisation néolibérale et oublier les limites de la souveraineté populaire dans le cadre national ? Altermondialistes et démondialistes sont d'accord pour relocaliser les systèmes productifs afin de produire au plus près des lieux de consommation et réduire les flux de marchandises et de capitaux. Mais une réponse progressiste peut-elle se limiter à cela ? Ne faudrait-il pas plus de mondialisation dans des domaines comme, par exemple, les droits sociaux, les savoirs, la lutte contre le réchauffement climatique, la gestion des ressources rares, la taxation des transactions financières ? La démondialisation peut-elle être un processus général comme cette notion semble le suggérer ? C'est l'objet du troisième débat. <

Il porte d'abord sur l'analyse

de la mondialisation. Pour les altermondialistes, elle a un contenu précis. C'est le processus qui vise à marchandiser la vie sociale, la vie elle-même jusqu'à la biosphère. C'est la mondialisation de la domination de la logique actionnariale sur les salariés et celle de la finance sur les processus productifs, et plus globalement sur les sociétés. Ces aspects forment un tout. Il s'agit d'une mondialisation organisée au service des firmes transnationales et des grandes puissances. C'est pourquoi les altermondialistes ne parlent pas simplement de « mondialisation » mais de « mondialisation néolibérale » pour caractériser le régime mis en place depuis une trentaine d'années.

La démondialisation vise-t-elle alors la mondialisation en général ou la mondialisation néolibérale ?

Ce premier débat n'est pas simplement d'ordre terminologique. Derrière la terminologie, se cache une question fondamentale :